

Extrait du Rencontres Sociales

<http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article3252>

"Réinventons le monde"

- Regards -

Date de mise en ligne : lundi 28 novembre 2011

Description :

Comme un écho aux textes des "Rencontres du Mont-Blanc" sur Rio+20 nous publions ici un texte du GRAP (collectif de neuf organisations brésiliennes investies au départ des Forums sociaux mondiaux) sur la Conférence à venir.

Rencontres Sociales

Comme un écho aux textes des "Rencontres du Mont-Blanc" sur Rio+20 nous publions ici un texte du GRAP (collectif de neuf organisations brésiliennes investies au départ des Forums sociaux mondiaux) sur la Conférence à venir.

Notes sur la situation actuelle, le Forum Social Thématique et Rio +20

1. L'année 2011 a révélé une véritable avalanche de luttes populaires certainement beaucoup plus originales, diffuses et vigoureuses que les mobilisations de ces dernières décennies, y compris celles de l'après Seattle survenues entre 1999 et 2001. Les mobilisations politiques ont affecté le monde arabe, elles ont renversé plusieurs gouvernements et ont gagné de nouveaux pays. Tandis que les indignés prenaient les places d'Espagne et de plusieurs pays européens, Occupy Wall Street se répandait aux États-Unis en influant sur le cadre politique du pays - un sondage du journal The Times du 13 octobre montre que le mouvement obtient la sympathie de 54% des nord-américains, contre 27% pour le Tea Party. Les protestations et les mobilisations indigènes, apparues depuis plus longtemps déjà, génèrent une grande effervescence dans la région andine en formulant de nouvelles demandes à leurs gouvernements nationalistes.

Des pays comme le Chili (avec les manifestations étudiantes pour l'éducation publique), Israël (protestations pour la justice sociale) ou le Japon (mobilisations contre l'énergie nucléaire) montrent un degré inhabituel d'activités des mouvements de masse. Récemment, la journée d'action globale du 15 octobre dernier a mis en évidence la force et la capacité d'action de ce mouvement avec des mobilisations dans près d'un millier de villes réparties dans 82 pays. L'analogie qui nous vient aussitôt en tête pour prendre la mesure de ce débordement n'est-elle pas celle des mouvements de Mai 1968 ?

2. L'indignation devant les inégalités et les injustices politiques et sociales semble être un dénominateur commun à la grande majorité de ces mouvements populaires qui questionnent le « système » ou les « pouvoirs » en place, en s'opposant à la destructivité, la passivité et l'inertie des décennies de politiques néolibérales. Dans les faits, les politiques d'austérité ne promettent que davantage de misère pour les années à venir et amènent inévitablement les jeunes à se préoccuper pour leur futur.

Sur tous les continents, des secteurs auparavant apathiques surgissent de façon relativement démocratique, pluraliste, fédératrice et indépendante vis à vis du pouvoir. Cette diversité des revendications constitue bel et bien une force et leur diffusion conduit à renforcer d'autres dynamiques de protestations qui viennent à leur tour se combiner à des dynamiques régionales (comme c'est le cas au Japon et en Bolivie...). Un autre élément marquant des protestations, presque toujours impulsées par des jeunes révoltés sans perspectives, est la méfiance profonde exprimée à l'égard des institutions économiques et politiques (et des partis). Ces jeunes ne se retrouvent d'ailleurs pas dans l'image reflétée par les médias de masse qui les décrivent comme des mouvements « anticapitalistes ».

3. Ces mobilisations émergent dans le cadre d'un changement significatif de la situation mondiale depuis la crise de 2007-2008, et contribuent à approfondir les transformations en cours sur le plan géopolitique, socioéconomique et surtout politique (de manière évidente dans le monde arabe). Il s'agit de mouvements démocratiques et populaires s'enracinant dans des besoins et des aspirations vécus « au présent », après trois décennies de globalisation néolibérale. Ils opèrent une rupture profonde avec le passé, avec ses organisations et ses traditions, et remettent en cause les divisions et les clivages des mouvements de gauche.

Les technologies de l'information et de la communication, les réseaux sociaux et les pratiques digitales de la nouvelle génération font partie de leur outillage, ce qui permet de mieux expliquer leur connexion avec un large public, leur simultanéité mondiale et leur rapide déploiement. La jeunesse qui les compose provient d'une génération politique influencée par des expériences internationales et n'a pas connu le poids des défaites des générations antérieures. Elle porte des valeurs humaines essentielles qui ont été marginalisées durant les années

néolibérales, telles que l'empathie pour la souffrance de l'autre, la solidarité, la défense de l'égalité, la recherche de justice, la reconnaissance de la diversité, la critique de l'homogénéisation mercantile du monde, la valorisation de la nature - toutes essentielles à la construction d'un projet contre-hégémonique. Notons enfin que ces mouvements populaires nouveaux enfrennent encore plus les clivages géopolitiques hérités du monde bipolaire de la période d'avant 1991.

4. Il est intéressant de rapprocher les évolutions qui s'opèrent dans le champ social avec celles liées au niveau des relations entre États sur le plan géopolitique. La crise de l'économie capitaliste est une crise structurelle aux États-Unis, dans l'Union Européenne et au Japon. Le maintien de la croissance dans les pays émergents semble indiquer un déclin relatif de l'empire nord-américain et un rôle croissant des pays du BRICS, agencés autour de la Chine. Dans les anciens pôles impérialistes, les mesures d'austérité réactivent la conflictualité sociale et un désordre qui libèrent en retour des forces réactionnaires, racistes et xénophobes. Le maintien des vieilles relations du pouvoir impérial ou des relations entre les pôles capitalistes se fait en opposition aux mouvements sociaux et politiques progressistes - comme nous l'avons vu dans le monde arabe. D'un côté, il est clair que la Chine crée un souffle de développement en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie - structuré autour de l'exportation de matières premières. Même si celui-ci est profondément prédateur à l'égard de la biosphère, la croissance économique qui en résulte vient renforcer la légitimité des gouvernements sur ces trois continents, lesquels bénéficient de l'appui de leur population. Et d'un autre côté, on voit que le passage du globalitarisme du marché et de l'unilatéralisme de Georges W. Bush à un multilatéralisme « différencié » ouvre des brèches pour réactiver les processus de transformation sociale. Il est fort probable qu'aucun pays ne restera à l'abri de l'onde de mobilisation populaire ayant la magnitude qu'on lui connaît actuellement, et tôt ou tard, la stabilisation de l'économie chinoise refroidira le dynamisme économique des pays émergents.

5. Rien ne nous indique dans le panorama actuel que le souffle de ces mouvements va s'arrêter. Leurs motivations sont inhérentes à la crise et aux réactions des gouvernements qui ont opté pour imposer le partage des pertes du système financier et le sauvetage des banques et des spéculateurs (à travers les politiques d'austérité, de réduction des dépenses de l'État...etc). Aux États-Unis, Occupy Wall Street émerge objectivement comme un contrepoint au Tea Party et tend à être stimulé par la gauche du Parti Démocrate. Du côté du Printemps arabe, on voit que les mouvements n'en sont pas seulement au début de leur lutte : certains ont atteint des objectifs importants, d'autres se trouvent bloqués par des répressions violentes, se décomposent ou tendent à dériver vers des guerres civiles. Ou encore les mouvements parviennent juste à effleurer la surface de la société dans le cas saoudien. Dans le contexte des luttes indigènes en Amérique du Sud, la demande chinoise en matières premières accentue les effets d'invasion des territoires des populations traditionnelles, l'accaparement des biens communs et l'extraction des richesses naturelles. La conjonction de ces éléments semblent en définitive indiquer que nous nous trouvons dans la première phase d'une transformation plus vaste dans laquelle différentes sociétés se sont mises en mouvement.

6. Les pouvoirs établis fournissent-ils des réponses concrètes ? La crise environnementale de plus en plus visible à travers la question climatique est en passe d'être ignorée par les Nations Unies et les grands pouvoirs. Il va sans dire que celle-ci ne sera pas résolue à Durban et qu'elle est en train de faire glisser l'humanité vers un scénario catastrophique laissant la porte ouverte à des projets délirants (notamment ceux liés à la géoingénierie). La marchandisation de la vie et l'appropriation d'une fraction croissante de la biomasse de la planète exercent une pression de plus en plus destructrice sur les écosystèmes, elles réduisent la biodiversité de façon galopante. L'aggravation de la crise sociale des économies centrales, l'indignation contre les inégalités et le partage des pertes du système financier n'ont pas trouvé de réponses. Ils ont engendré au contraire davantage de privatisations, de recettes néolibérales et d'interventionnisme en faveur de la finance et de la défense des privilèges des « seigneurs du monde », dont la face la plus visible est certainement l'idéologie fascisante du Tea Party. L'avancée de l'extractivisme avec l'achat des terres et son impact sur les peuples indigènes et des populations traditionnelles en Amérique du Sud et en Afrique, va continuer à alimenter les résistances en faveur de la défense de la nature, des biens communs et des modes de vie autochtones. Tout ceci contribue à mettre en lumière, pour de plus en plus de citoyens, la nécessité de décloisonner l'approche des défis et de construire une réponse à l'échelle d'un système profondément globalisé dont la crise concerne l'ensemble de l'humanité. Les manifestants de Copenhague lors de la

dernière COP15 nous avaient bien avertis en affirmant qu'il fallait « changer de système pour éviter de changer le climat ». Ne peut-on pas affirmer aujourd'hui qu'il s'agit de changer de système pour défendre les 99% de l'humanité contre une minorité (1%) qui cherche à reporter les coûts de la crise sur le reste de la société ?

7. Cette conjoncture constitue sans doute un moment unique pour se ressaisir du sens original de l'altermondialisme et du Forum Social Mondial. En nous fondant sur l'idée qu'un autre monde est possible, en opposition aux institutions qui gouvernent la globalisation néolibérale, nous avons avancé dans la perspective de construire des alternatives au développement et à la consommation effrénés (notamment au FSM de Belém en 2009 grâce aux contributions des populations traditionnelles de l'Abya Yala - nom indigène du continent américain). Cette dynamique sociale est maintenant enrichie par les mouvements d'émancipation dans le monde arabe (qui souhaiteraient d'ailleurs accueillir le Forum Social Mondial en 2013) et par l'expression des indignés du capitalisme financier aux États-Unis et en Europe.

S'il nous était permis d'imaginer une révolution mondiale en 1968 - finalement avortée, produite par une convergence de luttes dans les pays centraux, les pays dépendants et les sociétés bureaucratisées d'Europe de l'Est, il nous est aujourd'hui permis de croire qu'un autre monde ne sera possible que si nous pouvons organiser la convergence de ces nouveaux acteurs en créant des objectifs partagés, une identité et une vision commune du futur. C'est ce que promettait l'altermondialisme il y a une dizaine d'années - au-delà de ce qu'il a réellement pu mettre en oeuvre. Cette convergence sera d'autant plus féconde si elle parvient à dialoguer avec l'expérience des générations politiques antérieures de la gauche, selon un mode horizontal, sans oppositions ni préjugés.

8. Les débats du Forum Social Mondial de Belém nous amènent à nous représenter la situation mondiale comme une crise de civilisation, elle-même formée par une convergence de crises. Sans revenir ici en détail sur ce débat, nous soulignerons simplement qu'une partie importante des mouvements actuels remet précisément en cause le système de gouvernance, la globalisation néolibérale, l'organisation capitaliste de l'économie, et plus largement la société et le pouvoir. Ils ne revendiquent pas uniquement la perspective abstraite d'un autre monde, mais avant tout la construction de nouvelles fondations et de stratégies de transition, en partant des réponses concrètes et immédiates à la crise actuelle.

En Europe, plusieurs mouvements de citoyenneté globale évoquent l'idée de « dé-globalisation », c'est-à-dire de dépendance moindre vis à vis du marché mondial, en limitant la délocalisation des forces productives vers l'Asie. Plusieurs signaux montrent des avancées dans cette direction, notamment la croissance du protectionnisme ou tout au moins l'inversion des tendances à la libéralisation. Une forte demande s'exprime au sein des mouvements pour contenir le secteur financier et replacer le marché et le pouvoir des groupes économiques dans le champ politique, en taxant fortement les pôles de richesse et de puissance. Le sentiment de défiance à l'égard de la représentation politique et des partis conduit à favoriser la participation directe à la base, les pratiques horizontales et l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la délibération démocratique. La conscience est plus vive que le capitalisme et son avidité sont en train de dévaster la nature.

La perception se fait plus forte que les changements sont urgents à accomplir et qu'ils doivent être durables sur le plan social et environnemental. De même l'idée fait son chemin que les alternatives doivent privilégier une dynamique économique construite de l'intérieur, à l'échelle nationale ou régionale, qui seule peut amener une redistribution des revenus (plus concentrés aujourd'hui qu'à n'importe quel autre moment de l'histoire). Cela suffit-il pour bâtir une alternative de société ? Non bien sûr. Néanmoins, il s'agit d'un point de départ très concret. Cette mobilisation doit pouvoir s'enrichir du dialogue avec les thématiques et les propositions débattues ces dernières années au sein du processus du FSM et dans d'autres espaces, et venir consolider un langage politique capable de dessiner un nouveau projet de société.

9. La Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable (Rio+20), en juin 2012, offrira une opportunité unique pour que la citoyenneté globale rende visible les défis systémiques et leur caractère global sur la scène internationale. Cette opportunité implique de ne pas minimiser l'ambition de la société civile dans le cadre du processus Rio+20, en ne travaillant pas seulement dans une attitude de résistance et de dénonciation. Au contraire, la convergence de la société civile par le biais de la conférence aura un résultat d'autant plus efficace si elle se nourrit d'une vision utopique et pro-active du changement, capable d'inspirer les multiples mouvements.

Le groupe articulatoire de la société civile pour Rio+20, lors de l'organisation du séminaire préparatoire de juin 2011, avait lancé le slogan "Venez réinventer le monde à Rio+20". Nous devons nous appuyer sur ce mot d'ordre et construire une rencontre de la société civile à Rio de Janeiro (mai-juin 2012) susceptible de rassembler les acteurs indignés, la voix des peuples originaires et des mouvements anti-systémiques de tous ordres, convaincus de la nécessité de sortir de la crise et de bâtir des perspectives de transition. Plus de deux décennies après l'effondrement du socialisme réel, ceci ne pourra être effectif que si nous parvenons à bâtir réellement un paradigme alternatif de société, à construire un vocabulaire commun capable d'articuler les demandes multiformes portées par des larges segments de la population. Préparer cette réflexion plus stratégique et programmatique pour Rio+20 devrait être - au-delà des questions plus méthodologiques - le défi du Forum Social Thématique « Crise capitaliste, justice sociale et environnementale », qui sera organisé à Porto Alegre du 24 au 29 janvier 2012.

10. Ce processus devra potentiellement laisser un héritage au Brésil qui accueille les deux rencontres. Cet héritage sera d'autant plus consistant que nous réussirons à combiner les demandes globales avec les luttes et les aspirations locales. Le fait d'accueillir l'évènement impose au gouvernement brésilien, s'il souhaite adopter un rôle international au sein du monde multipolaire en émergence, d'ouvrir plus d'espaces dans lesquels l'énergie de ces mouvements et des organisations sociales pourra converger - non seulement pour les initiatives brésiliennes mais aussi pour celles des autres pays de la région.

11. Notre défi central est aujourd'hui de renforcer et d'étendre l'activité de ces nouveaux acteurs en mouvement dans un processus ample, ouvert et intégrateur. C'est ce défi qui rend essentielle notre recherche d'unité, selon une logique qui doit éviter d'éliminer ou d'exclure les différences et la diversité. A l'inverse de ce que les indignés sont en train de mettre en oeuvre, les rencontres animées par les mouvements de gauche ont souvent débouché sur des divisions stériles dans la plupart des forums internationaux. C'est pour cette même raison que nous devons résister aux tendances « centrifuges » qui pèsent sur beaucoup d'organisations et de mouvements. Nous devons affirmer la primauté de l'unité des questions à partir desquelles avancer et construire de nouveaux rapports de forces sociaux. C'est en élaborant un mouvement largement rénové, massif et mobilisateur que celui-ci deviendra fécond pour toutes les positions de gauche - qui chercheront de fait à revendiquer leur position particulière dans un champ politique beaucoup plus vaste.

La situation mondiale actuelle fournit une quantité incommensurable d'éléments de construction commune plus décisifs que nos divergences. Même s'il y a des points de clivage et des divergences notamment autour de la question de l'économie verte en Amérique Latine, le débat reste pour le moment relativement incompréhensible pour une bonne partie des mouvements vers lesquels nous devons nous diriger. De fait, ne perdons surtout pas de vue l'enjeu de valoriser ce qui nous rassemble (autour des questions sociales, environnementales, des droits, de la politique...). Des discussions seront prochainement animées de la façon la plus articulée possible en France, durant le G20 et à Durban pour la COP17. Espérons que Porto Alegre comme Rio de Janeiro pourront recevoir les indignés de ce monde et créer les espaces pour démultiplier nos luttes communes. Il est temps de réinventer le monde !

traduction corrigée par Thomas Coutrot